

## **Agriculture africaine - Mamadou Cissokho : "Les préférences pérennisent le pacte colonial"**

(Page 2 of 2)

On ne peut donc valablement nous opposer l'argument de l'archaïsme de notre agriculture. Au demeurant, si la daba et la houe handicapent tant notre agriculture et obère sa compétitivité, pourquoi donc les pays industrialisés protègent par divers moyens leurs secteurs agricoles contre elle ? Je veux bien comprendre qu'il puisse nous être demandé au travers de ces critiques d'accroître notre productivité. Mais derrière ces récriminations se cachent plutôt une tentative de déstabilisation de notre agriculture et in fine de nos économies nationales.

### **Qu'est-ce à dire ? Pouvez-vous préciser votre pensée ?**

Bien sûr. Nos pays ont été contraints à l'ouverture de leurs économies et de nos marchés sous la houlette des institutions de Bretton Woods. Cela se solde aujourd'hui par une inondation de nos marchés par des produits étrangers aux prix subventionnés et soutenus par les gouvernements des pays riches. L'Europe ne lésine sur aucun financement public pour donner à ses producteurs les moyens de maîtriser, non seulement en interne mais également en externe, les filières agricoles. Autant elle a investi dans les infrastructures, autant elle n'a de cesse de soutenir financièrement ses agriculteurs. Tout comme elle recourt aux fonds publics pour mettre la recherche à la disposition du développement et de la compétitivité de son agriculture.

Des fonds publics sont constamment utilisés dans les pays occidentaux pour permettre à la recherche de contribuer à la découverte de bonnes variétés de semences, bonifiés le taux du crédit, pour garantir le crédit aux paysans, pour mettre en place des fonds de calamités, des fonds de garantie, des assurances. Au surplus, ces pays élèvent sous diverses formes des filets de protection de leur agriculture contre une éventuelle concurrence africaine. C'est cela Européens, Américains, Canadiens, Japonais ont fait et continuent de faire pour asseoir et conforter la suprématie de leur agriculture. C'est tout de même paradoxale que dans le temps, ces pays et les organismes internationaux sur lesquels ils ont la haute main, interdisent à nos pays d'appliquer les mêmes recettes.

### **En l'état actuel de leurs économies, les pays africains peuvent-ils prétendre honnêtement soutenir, sans risque de gros déséquilibre financier, leur agriculture comme le font les pays riches ?**

Pourquoi ne pourraient-ils pas le faire ? Les expériences des Etats-Unis, de l'Europe, des pays asiatiques sont là pour nous enseigner que si nous voulons, nous aussi, avoir une grande et compétitive agriculture, qu'il faut pour nos pays, à notre sous-région faire la même chose, adopter les mesures que ces pays ou groupes de pays ont appliquées individuellement mais aussi collectivement à leur secteur agricole, afin d'obtenir les résultats qu'ils ont eus. On ne peut pas demander à notre agriculture aujourd'hui de concurrencer de manière équitable sur le marché globalisé, avec l'agriculture fortement soutenue des pays riches.

Nos pays ont les moyens de soutenir notre agriculture. Lorsqu'on regarde les budgets nationaux et je voudrais ne prendre que l'exemple de celui de mon Sénégal qui excède largement le milliard de milliards de F CFA, rien n'empêche le gouvernement de destiner 10% de cette enveloppe globale, soit 100 milliards F, au financement de l'agriculture pendant une période pouvant aller de 5 à 10 ans. D'autant que cela permettra de booster l'agriculture. Et donc permettre à plus de 60% de la population de vivre correctement, de sortir de la misère.

Mais dans le même temps aussi, de réduire l'insécurité alimentaire. Imaginez que 60% de la population gagne bien sa vie, que pensez-vous qu'elle fera de son revenu ? Elle le (ré)investira dans l'économie du pays contribuant ainsi à l'accroissement de la richesse nationale. Il s'agit donc d'une question de choix de politique. Ce n'est donc pas une question de moyens suffisants ou pas ! Il s'agit ici précisément d'une question de volonté politique, d'option stratégique. Quand la Côte d'Ivoire avait décidé de faire de l'agriculture sa priorité économique, elle y a mis les moyens, et nous avons vu les résultats que cela a donnés. Alors, cessons de nous cacher derrière de pseudo-contraintes budgétaires.

**Elles sont pourtant bien réelles ses contraintes budgétaires qui s'expriment en termes de restriction de la marge de manoeuvre des Etats par les programmes d'ajustement structurel (PAS), services exorbitants de la dette à honorer, programme d'austérité à appliquer, etc. ?**

Il est tout de même difficilement acceptable que vivant dans des pays où l'agriculture est la principale source de recettes de l'Etat et où les agriculteurs participent à la construction du pays, ils soient considérés comme les dindons de la farce. Le problème fondamental est celui du choix politique de nos Etats. Sur les 1.000 milliards de F CFA prévus par la loi de finance 2005 du Sénégal, il suffit aux autorités de décider d'allouer un montant conséquent à l'agriculture pour qu'il en soit ainsi, Programme d'ajustement structurel ou pas, fardeau très lourd de la dette à supporter ou pas, programme d'austérité ou pas. C'est du reste pourquoi, le réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) n'a de cesse d'appeler les politiques à faire face à leur responsabilité dans la situation actuelle de l'agriculture de la CEDEAO. Nous avons fait des analyses et des propositions concrètes à cet effet.

**Vos propositions trouvent-elles un écho favorable auprès des autorités communautaires ?**

Nos actions commencent à porter leurs fruits. Notamment dans le cadre du document de politique agricole de la CEDEAO. Nous avons obtenu des Etats de la communauté qu'ils destineront 10% de leurs budgets d'investissement au financement de l'agriculture, qu'ils recourront à des mécanismes pour protéger les marchés nationaux contre l'afflux de denrées alimentaires importées, et qu'ils accorderont une attention particulière à l'agriculture familiale. Cela n'est cependant pas suffisant. Il faut aller plus loin et le ROPPA appelle les Etats à détaxer les facteurs de productions, supprimer la TVA sur nos produits et protéger le marché communautaire, favoriser le commerce intracommunautaire de sorte que du maïs produit en abondance en Côte d'Ivoire puisse être exporté vers les autres pays de la CEDEAO plutôt que ceux-ci en importent d'Argentine ou d'autres pays du Nord. Comment accepter qu'un pays à vocation agricole comme la Côte d'Ivoire en soit aujourd'hui à importer plus de 100.000 tonnes de riz dans l'année ? Et du riz non communautaire. Ce n'est pas normal et c'est grave. Cela l'est d'autant que dans notre sous-région, nous importons annuellement environ 5 millions de tonnes de riz, principalement de l'Asie. Il faut mettre définitivement fin à cette situation et nos pays en ont les moyens. Il leur manque tout simplement la ferme volonté d'y parvenir.

**Alors qu'aujourd'hui la tendance en matière de développement est à l'industrialisation, pensez-vous qu'en l'état actuel de la structuration des économies de la CEDEAO, leur développement peut se faire sur la seule base de l'agriculture ?**

Lorsque nous parlons de l'agriculture, nous y intégrons la dimension transformation des produits sous l'angle de l'agro-industrie. Mais alors, il ne s'agit pas d'une transformation sur place. Il n'est pas question, dans notre entendement, de produire chez nous les matières premières pour qu'elles partent pour être transformées à l'extérieur. Pour nous, le

développement de l'agriculture doit indubitablement déboucher sur la création des conditions d'industries qui ne devront pas aller chercher à l'extérieur notamment de notre sous-région, les matières premières nécessaires à leur fonctionnement. Il ne faut pas, sous prétexte que l'industrialisation est considérée comme un catalyseur de développement, installer des industries clé en main qui ne sont pas appropriées. Pour nous, développer dans l'environnement des exploitations agricoles un tissu dynamique de PMI/PME est de loin plus approprié. L'expérience des lendemains des indépendances marqués par l'investissement de sommes colossales par nos pays dans de grosses unités industrielles clé en main pour, au finish, nous rendre compte qu'elles ne sont pas adaptées au niveau d'évolution de nos économies et les céder à perte, à des prix vraiment dérisoires. Nous sommes donc pour une Afrique agricole et agro-industrielle. Mais ce que nous refusons catégoriquement, c'est que nos pays restent pour les autres des marchés, mais aussi des "dépotoirs" pour des produits bas de gamme et de qualité douteuse. L'enjeu pour nous aujourd'hui est de réduire notre dépendance alimentaire.

Interview